

**COMMUNE DE BRETENOUX** **DEPARTEMENT DU LOT**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers : 15  
Présents : 12  
Votants : 14

L'an deux mille vingt-quatre, le sept mars à vingt heures quinze minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Bretenoux, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Pierre MOLES, Maire.

Présents : P. MOLES, N. BLADOU, A. DUMAZEL, L. ESCARPE, L. LACATON, A. CHAMBON, JP. LABAU, M. LECRU, L. LEROY, S. MOUSSIE, E. NAULT, S. RODRIGUES

Excusés : V. FRANCOIS donne pouvoir à N. BLADOU  
I. DELPON donne pouvoir à A. CHAMBON  
M. MAYONOVE

Date de convocation : 29/02/2024.  
Secrétaire de séance : Annie CHAMBON

**Objet : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF DE LA COMMUNE 2024.**  
**DE\_20240307\_04**

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget primitif principal de la Commune de BRETENOUX de l'année 2024 comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	1 868 389,56 €	1 868 389,56 €
Section d'Investissement	908 686,88 €	908 686,88 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 777 076.44 €</b>	<b>2 777 076.44 €</b>

Vu le projet du budget primitif 2024 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE**, le budget primitif principal de la commune de BRETENOUX de l'année 2024, arrêté comme suit :
  - o Au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
  - o Au niveau du chapitre et des opérations pour la section d'investissement,

	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	1 868 389,56 €	1 868 389,56 €
Section d'Investissement	908 686,88 €	908 686,88 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 777 076.44 €</b>	<b>2 777 076.44 €</b>

Cette délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE, ou par l'application informatique en ligne Télérecours (accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication et de notification. Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit devant M. le Maire par courrier. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite du recours gracieux).

Pour extrait certifié conforme.  
Ainsi fait et délibéré, les, jour, mois et an que dessus.